

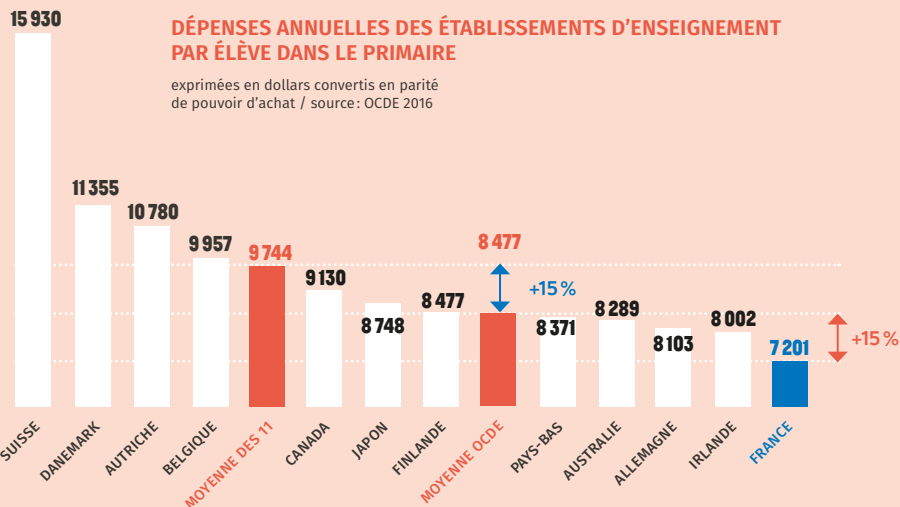
UNE ÉCOLE PRIMAIRE SOUS INVESTIE



Depuis 1996, dans notre pays, la part des richesses produites (PIB) consacrée aux dépenses d'éducation a diminué passant de 7,6% à 6,8%. La dépense par élève dans le primaire y est inférieure de 15% à la moyenne de l'OCDE et de 30% à la moyenne des onze pays comparables ayant un meilleur système éducatif à la fois sur les résultats moyens Pisa 2012 et en terme d'impact des inégalités sociales sur les résultats scolaires*. Ce constat d'un système éducatif inégalitaire est confirmé par l'enquête Pisa 2015 qui montre que le poids de l'origine sociale d'un élève sur ses performances scolaires est bien marqué en France que dans les autres pays et que l'écart de réussite entre les plus forts et les plus faibles se creuse.

De plus, la France est en retard sur les onze pays comparables ayant un meilleur système éducatif à la fois sur les résultats moyens Pisa 2012 et en terme d'impact des inégalités sociales sur les résultats scolaires*. Ce constat d'un système éducatif inégalitaire est confirmé par l'enquête Pisa 2015 qui montre que le poids de l'origine sociale d'un élève sur ses performances scolaires est bien marqué en France que dans les autres pays et que l'écart de réussite entre les plus forts et les plus faibles se creuse.

*www.strategie.gouv.fr/publications/20172027-priorites-educatives



ANALYSE DU SNUIPP-FSU

Notre pays doit consacrer une plus grande part de ses richesses à l'éducation et tout particulièrement dans l'école primaire qui connaît un sous-investissement budgétaire structurel. Pour que la France rattrape son retard et atteigne la moyenne de ces onze pays qui réussissent mieux qu'elle, tant sur les résultats que sur la réduction des

inégalités, ce sont 6 milliards d'euros qu'il faut affecter au premier degré. Cela permettra de financer la création de postes et d'augmenter les salaires des enseignants au même niveau que ceux des onze pays référencés par France Stratégie (organisme rattaché au premier ministre).

La programmation d'un plan d'investissement de 6 milliards d'euros dans l'école primaire pour permettre :

→ dans un premier temps, la création de plusieurs dizaines de milliers de postes ;

→ l'augmentation des salaires des enseignants pour atteindre le même niveau que ceux des onze pays référencés par France Stratégie ;

→ l'augmentation des moyens dédiés au service public d'éducation afin de permettre aux communes d'assurer les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de l'école publique sur tout le territoire.



LES PROPOSITIONS DU SNUIPP-FSU

